

F. 98 — 2956

[C — 98/29322]

8 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 11, alinéa 1^{er}, 4^o, *b* et l'article 12, 4^o;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23/01/1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole du 23 février 1998 contenant les conclusions des négociations menées au sein des comités de secteur IX et C II;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 avril 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 8 juin 1998,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Avant d'être désignée ou engagée comme temporaire à durée indéterminée dans une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française, toute personne doit se soumettre à un examen médical organisé par le service de santé administratif.

CHAPITRE II. — Des conditions et modes d'admissibilité

Art. 2. Sans préjudice des dispositions spéciales prévues en exécution de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, ne satisfait pas à l'examen médical le candidat qui souffre d'une infirmité ou d'une affection stabilisée incompatible avec l'exercice normal de la fonction à conférer.

Art. 3. Si le service de santé administratif n'a pu juger avec certitude des aptitudes physiques du candidat, celui-ci peut être déclaré admissible sous réserve. Il peut être désigné comme temporaire à durée indéterminée et nommé à titre définitif. Du point de vue des aptitudes physiques, il est admis sous réserve.

Art. 4. Le candidat, atteint d'une affection en cours d'évolution ou sujette à récurrence et susceptible d'empêcher l'exercice normal de la fonction à conférer, est ajourné.

Dès qu'il est constaté que l'affection dont souffre le candidat ne présente aucun danger de contagion et que son entrée en service n'est pas susceptible de nuire à sa guérison ou de la retarder notablement, il peut être déclaré admissible sous réserve.

Art. 5. A la demande du Pouvoir organisateur, le membre du personnel, désigné comme temporaire à durée indéterminée ou nommé à titre définitif, visé à l'article 3, est soumis à un nouvel examen au moins tous les six mois. Le service de santé administratif peut le convoquer à plus brève échéance pour subir un tel examen.

Art. 6. A la demande du Pouvoir organisateur, le candidat ajourné est examiné à nouveau à l'expiration du délai fixé par le service administratif.

Lorsque six mois au moins se sont écoulés depuis l'examen précédent, le candidat ajourné peut d'initiative demander, par l'entremise de son Pouvoir Organisateur, à subir un nouvel examen.

Art. 7. La durée totale de l'ajournement ou de l'admission sous réserve ne peut dépasser une période de cinq ans à dater du jour du premier examen médical.

Art. 8. Lorsqu'à l'expiration de la période de cinq ans visée à l'article 7, le membre du personnel ou le candidat n'a pas été déclaré définitivement inapte par le service de santé administratif, il est considéré comme possédant les aptitudes physiques requises.

Lorsqu'au cours ou à l'expiration de la période de cinq ans visée à l'article 7, le membre du personnel, désigné comme temporaire à durée indéterminée ou définitif, admis sous réserve conformément à l'article 3, est déclaré définitivement inapte par le service de santé administratif, il est démis d'office.

CHAPITRE III. — Des examens médicaux

Art. 9. Les examens médicaux ont lieu dans les centres médicaux du service de santé administratif.

Pour éviter des substitutions de personnes, les médecins examinateurs exigent la production de la carte d'identité. Le protocole d'examen mentionne le numéro de cette carte et la commune qui l'a délivrée.

Art. 10. Les candidats sont convoqués pour subir l'examen médical par les soins du service de santé administratif.

Si, sans motif valable, ils ont négligé de donner suite à deux convocations successives, la deuxième étant faite sous pli recommandé à la poste, le service de santé administratif en informe le Ministre.

A défaut de motif dont la validité est appréciée par le Ministre, celui-ci écarte la candidature introduite par les intéressés.

Art. 11. Le candidat remplit et signe une déclaration d'identité suivie d'un questionnaire concernant son état de santé passé et actuel.

Au dos de la déclaration d'identité, le médecin consigne les résultats de son examen et conclut à l'admissibilité, à l'admissibilité sous réserve, à l'ajournement ou à la non-admissibilité du candidat.

Art. 12. Le service de santé administratif notifie à l'intéressé la conclusion de l'examen médical. Le protocole de cet examen reste dans les dossiers dudit service. Celui-ci ne fait pas connaître au candidat les raisons qui ont motivé la décision.

Lorsque la conclusion est, sans réserve aucune, favorable à l'intéressé, le Ministre en est avisé immédiatement.

Art. 13. Si le médecin conclut à la non-admissibilité, à l'ajournement ou à l'admissibilité sous réserve du candidat, celui-ci peut, dans les dix jours de la notification qui lui est faite de cette décision, demander que les motifs ayant servi de base à celle-ci soient communiqués à un médecin de son choix. Ce médecin peut, dans les dix jours qui suivront la communication de ces motifs, réclamer un examen en consultation avec le médecin qui a pris la décision; il peut également adresser à ce médecin un rapport réfutant les motifs invoqués.

Si le candidat néglige d'introduire, dans le délai imparti, la demande visée à l'alinéa 1^{er}, la décision prise par le médecin examinateur est transmise au Ministre.

Art. 14. Si le médecin examinateur et le médecin choisi par le candidat sont d'accord, la conclusion de l'examen médical est soit maintenue, soit modifiée en conséquence

En cas de désaccord entre ces médecins ou si le médecin auquel le candidat s'est adressé n'a pas satisfait aux prescriptions prévues à l'article 13, le dossier est transmis d'office par le service de santé administratif au collège des médecins créé au sein du service de santé administratif pour vérifier les aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics. Ce collège prend la décision.

Art. 15. Lors de sa comparution devant le collège des médecins, le candidat peut demander à être assisté de son médecin qui, dans ce cas, est entendu à titre consultatif.

Art. 16. L'avis définitif, qu'il résulte de l'accord entre le médecin examinateur et le médecin du candidat ou qu'il soit pris par le collège des médecins, est notifié au candidat et au Ministre.

Mention de cet avis est portée au dos de la déclaration d'identité dont il est question à l'article 11.

Art. 17. Les honoraires du médecin traitant dont l'assistance a été invoquée en application des articles 13, 14 et 15, sont à charge du candidat si la décision finale n'est pas une décision d'admissibilité sans réserve.

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire*

Art. 18. Par dérogation à l'article 1^{er}, les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, répondent, selon le cas, aux dispositions de l'article 31, 7^o de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, de l'article 42, 7^o du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné ou de l'article 30, 6^o du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, ne doivent pas se soumettre à un nouvel examen organisé par le service de santé administratif.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 20. Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—
VERTALING

N. 98 — 2956

[C - 98/29322]

8 JUNI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en de betrekkingen van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 11, lid 1, 4^o, *b* en artikel 12, 4^o;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven 23 januari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol van 23 februari 1998 waarin de besluiten van de onderhandelingen geleid binnen de sectorcomités IX en C II vervat zijn;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 april 1998, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1E van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 8 juni 1998,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Alvorens als tijdelijke voor een onbepaalde duur aangesteld of aangeworven te worden in een Hogeschool ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dient iedere persoon een medisch onderzoek te ondergaan ingericht door de administratieve gezondheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden en nadere regels voor de toelaatbaarheid*

Art. 2. Onverminderd de bijzondere bepalingen waarin voorzien wordt ter uitvoering van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, wordt geacht niet te voldoen aan het medisch onderzoek de kandidaat die aan een gebrekkigheid of een aandoening lijdt die niet in overeenstemming te brengen is met de normale uitoefening van het te begeven ambt.

Art. 3. Indien de administratieve gezondheidsdienst niet met zekerheid over de lichamelijke geschiktheid van de kandidaat heeft kunnen oordelen, kan deze onder voorbehoud toelaatbaar verklaard worden. Hij kan aangewezen worden als tijdelijke voor een onbepaalde duur en in vast verband genoemd worden. Vanuit het standpunt van de lichamelijke geschiktheid wordt hij onder voorbehoud toegelaten.

Art. 4. De kandidaat die aan een in haar ontwikkelingsfase of voor herhaling vatbaar zijnde aandoening lijdt, die het normaal uitoefenen van het te begeven ambt zou kunnen belemmeren, wordt afgewezen.

Zodra vastgesteld wordt dat de aandoening waaraan de kandidaat lijdt geen enkel gevaar van besmetting inhoudt en dat zijn indienststelling zijn genezing niet in de weg kan staan of aanzienlijk vertragen, kan hij onder voorbehoud toelaatbaar verklaard worden.

Art. 5. Op aanvraag van de Inrichtende Macht wordt het als tijdelijke voor een onbepaalde duur aangewezen of in vast verband genoemd personeelslid, bedoeld bij artikel 3, aan een nieuw onderzoek minstens een maal om de zes maand onderworpen. De administratieve gezondheidsdienst kan hem vroeger oproepen om een dergelijk onderzoek te ondergaan.

Art. 6. Op aanvraag van de Inrichtende Macht wordt de afgewezen kandidaat opnieuw onderzocht bij het verstrijken van de door de administratieve dienst vastgestelde termijn.

Wanneer minstens zes maanden verlopen zijn sedert het vorig onderzoek, kan de kandidaat op eigen initiatief aanvragen, via zijn Inrichtende Macht, opnieuw onderzocht te worden.

Art. 7. De totale duur van de afwijzing of van de met voorbehoud toegekende toelaatbaarheid mag een periode van vijf jaar niet overschrijden, te rekenen vanaf het eerste medisch onderzoek.

Art. 8. Indien bij het verstrijken van de periode van vijf jaar bedoeld bij artikel 7 het personeelslid of de kandidaat niet definitief ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, wordt hij geacht over de vereiste lichamelijke geschiktheid te beschikken.

Indien tijdens of bij het verstrijken van de periode van vijf jaar bedoeld bij artikel 7 het voor een onbepaalde duur als tijdelijke aangesteld of in vast verband genoemd personeelslid, onder voorbehoud toegelaten overeenkomstig artikel 3, definitief ongeschikt wordt verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, wordt hij van ambtswege ontslagen.

HOOFDSTUK III. — *Medische onderzoeken*

Art. 9. De medische onderzoeken gebeuren in de medische centra van de administratieve gezondheidsdienst.

Om verwisselingen van personen te vermijden, wordt door de onderzoekende artsen het vertoon van de identiteitskaart vereist. Het protocol van onderzoek vermeldt het nummer van deze kaart en de gemeente die ze uitgereikt heeft.

Art. 10. De kandidaten worden door de administratieve gezondheidsdienst opgeroepen om het medisch onderzoek te ondergaan.

Indien, zonder geldige reden, er geen gevolg wordt gegeven aan twee elkaar opvolgende oproepingen, waarbij de tweede geschiedt bij een ter post aangetekende brief, wordt de Minister ervan op de hoogte gebracht door de administratieve gezondheidsdienst.

Bij gebrek aan reden waarvan de geldigheid door de Minister wordt beoordeeld, wordt door deze laatste de kandidatuur ingediend door betrokkenen geweigerd.

Art. 11. Een identiteitsverklaring vergezeld van een vragenlijst betreffende zijn verleden en huidige gezondheids-toestand wordt door de kandidaat ingevuld en ondertekend.

Op de keerzijde van de identiteitsverklaring maakt de arts een samenvatting van zijn onderzoek en besluit tot toelaatbaarheid, toelaatbaarheid onder voorbehoud, afwijzing of niet-toelaatbaarheid van de kandidaat.

Art. 12. De administratieve gezondheidsdienst geeft kennis aan betrokkene van de besluiten van het medisch onderzoek. Het protocol van dit onderzoek wordt bewaard in de dossiers van deze dienst. Deze deelt de kandidaat niet mede de redenen die aan de beslissing ten grondslag liggen.

Wanneer het besluit, zonder enig voorbehoud, gunstig is voor de kandidaat, wordt de Minister er onmiddellijk van op de hoogte gebracht.

Art. 13. Indien de arts tot niet-toelaatbaarheid, afwijzing of toelaatbaarheid onder voorbehoud van de kandidaat besluit, kan deze laatste, binnen de tien dagen van de kennisgeving van deze beslissing, vragen de redenen waarop deze beslissing steunt aan een arts van zijn keuze te laten mededelen. Deze arts kan, binnen de tien dagen die volgen op de mededeling van deze redenen, een onderzoek aanvragen in raadpleging met de arts die de beslissing heeft genomen; ook kan hij een verslag toesturen dat de aangevoerde redenen weerlegt aan deze arts.

Indien de kandidaat geen aanvraag, bedoeld bij lid 1, indient binnen de gegeven termijn, wordt de beslissing van de onderzoekende arts aan de Minister toegezonden.

Art. 14. Indien de onderzoekende arts en de arts gekozen door de kandidaat akkoord gaan, wordt het besluit van het medisch onderzoek ofwel behouden, ofwel dienovereenkomstig gewijzigd.

In geval van onenigheid tussen deze artsen of indien de arts waarop de kandidaat een beroep heeft gedaan aan de voorschriften bedoeld bij artikel 13 niet voldoet, wordt door de administratieve gezondheidsdienst het dossier van ambtswege overgezonden naar het college van artsen ingericht binnen de administratieve gezondheidsdienst om de vereiste lichamelijke geschiktheid van de kandidaten tot sommige betrekkingen in openbare diensten. Dit college neemt de beslissing.

Art. 15. Bij zijn verschijning voor het college van artsen kan de kandidaat aanvragen om bijgestaan te worden door zijn arts, die, in dat geval, om advies wordt gehoord.

Art. 16. Er wordt aan de kandidaat en aan de Minister kennis gegeven van het definitief advies, of het uit het akkoord van de onderzoekende arts met de arts van de kandidaat voortkomt of het genomen werd door het college van artsen.

Op de keerzijde van de identiteitsverklaring waarvan sprake bij artikel 11 wordt melding gemaakt van dit advies.

Art. 17. De honoraria van de behandelende arts waarvan de bijstand werd gevraagd met toepassing van de artikelen 13, 14 en 15 worden ten laste gebracht van de kandidaat indien de eindbeslissing niet tot een onder voorbehoud toelaatbaarheid concludeert.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling*

Art. 18. In afwijking van artikel 1 dienen de personeelsleden die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, voldeden, naargelang het geval, aan de bepalingen van artikel 31, 7° van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, van artikel 42, 7° van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of van artikel 30, 6° van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, niet een nieuw onderzoek ondergaan ingericht door de administratieve gezondheidsdienst.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION



F. 98 — 2957

[C - 98/29423]

17 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 87, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1992 et du Gouvernement de la Communauté française des 14 septembre 1994, 11 décembre 1996 et 8 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 14 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 1998;

Considérant que les ajustements de dotation de périodes doivent être communiqués aux établissements d'enseignement de promotion sociale à la mi-juillet et que la disposition prévue à l'article 9bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale ne peut être appliquée avec le minimum de garanties de fiabilité des données;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 9bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale est abrogé.